

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à la révision du 22 juin 2001 du concordat concernant l'Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à la révision du 22 juin 2001 du concordat concernant l'Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture, révision qui a été adoptée par le Conseil de concordat à l'unanimité lors de sa séance du 22 juin 2001.

Ladite révision vous est présentée dans ce message qui est établi selon le plan suivant:

1. Les membres du concordat
2. Les révisions effectuées jusqu'à présent
3. Les raisons expliquant la révision actuelle
4. Le concordat est-il encore nécessaire?
5. Procédure
6. Eléments centraux de la révision
7. Conséquences financières de la révision pour le canton
8. Commentaires de certains articles

### 1. LES MEMBRES DU CONCORDAT

Lors de sa fondation en 1964, la plupart des cantons ont adhéré au concordat. Depuis 1981, il comprend tous les cantons. Depuis 1986, la Principauté du Liechtenstein en fait également partie.

### 2. LES RÉVISIONS EFFECTUÉES JUSQU'À PRÉSENT

Le concordat concernant le Technicum agricole suisse (RS 412.191.02; RSF 911.2.1) a été conclu le 30 juin 1964. Il a depuis subi deux révisions partielles:

- Le 14 décembre 1973, le Conseil de concordat a modifié la procédure selon laquelle ses membres sont nommés et a adapté la clé de répartition des places d'études réservées aux cantons.
- Le 4 octobre 1990, le Conseil de concordat a décidé de procéder à une révision plus substantielle, qui comprenait les points suivants:
  - Nouvelle dénomination, le Technicum agricole suisse devenant Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture;
  - Elargissement de l'article sur la finalité de l'école par les mandats «recherche» et «transfert de technologies»;
  - Introduction d'une disposition sur les titres des diplômés;
  - Introduction de la section «Agriculture internationale»;
  - Modification des dispositions concernant les réserves et fonds;
  - Modification touchant la composition du Conseil de concordat et de l'Administration;
  - Modification du mode de paiement pour les contributions cantonales;
  - Modification d'une disposition concernant le remboursement du capital versé en cas de retrait d'un membre du concordat;

- Introduction d'une disposition permettant l'adhésion de la Principauté du Liechtenstein au concordat;
- Actualisation de la clé de répartition des places d'études réservées aux cantons;
- Frais d'investissement de la section «Agriculture internationale»: établissement d'une clé de répartition entre les cantons.

### 3. LES RAISONS EXPLIQUANT LA REVISION ACTUELLE

Le 2 mars 1998, le Conseil fédéral a accordé à l'Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture et à ses cinq filières le statut HES. Le mandat de l'école s'en est trouvé considérablement élargi.

Le 22 avril 1998 est entré en vigueur le contrat passé entre le concordat et le Conseil d'Etat du canton de Berne et réglant l'affiliation de l'Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture à la Haute école spécialisée bernoise. Ce contrat modifiait le cadre institutionnel de l'école.

Le 27 août 1998, l'Administration a décidé de changer le nom de l'école, conformément aux directives du Conseil fédéral. Depuis lors, l'école est appelée «Haute école spécialisée bernoise – Haute école suisse d'agronomie» (ci-après: HESA).

Le 11 juin 1999, l'Administration a décidé de restructurer l'organisation et la direction de l'école selon les principes du *New Public Management* (ci-après: NPM). Cette réorganisation arrive maintenant en phase de réalisation. Elle entraîne des changements importants pour ce qui a trait aux responsabilités et aux compétences des différents organes du concordat.

Tous ces changements et quelques autres développements survenus ces dernières années ont comme conséquence que la version actuelle du concordat ne correspond plus à la réalité, et ceci sur des points essentiels. Une révision s'impose. Par ailleurs, le concordat contient des dispositions remontant à l'époque de la fondation de l'école et n'ayant plus aucun sens aujourd'hui. Elles doivent être supprimées pour que le texte soit plus actuel et plus compréhensible. De même, le nouveau texte a été restructuré en vue d'une meilleure lisibilité.

### 4. LE CONCORDAT EST-IL ENCORE NÉCESSAIRE?

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999 entrait en vigueur l'Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (ci-après: AHES). Il a pour but de promouvoir l'équilibre des charges entre les cantons de même que le libre accès aux études et vise à optimiser l'offre de formation des hautes écoles spécialisées (art. 1 par. 2 AHES). Le concordat de la HESA poursuivant – mises à part d'autres fonctions – les mêmes objectifs, on pourrait être tenté d'en déduire qu'il est devenu superflu. L'Administration et le Conseil de concordat ont longuement discuté cette question et sont arrivés à la conclusion que, dans les circonstances actuelles, l'AHES ne saurait remplacer le concordat, et ce pour plusieurs raisons:

- L'AHES dispose en son article 2 qu'il a un caractère subsidiaire. Les accords existants priment l'AHES. Comme le concordat de la HESA est antérieur à l'AHES et dans la mesure où il remplit pleinement les conditions mentionnées dans cet accord, celui-ci n'est pas directement applicable.

– L’AHES ne peut pas s’appliquer à la HESA. En effet, cet accord part, de manière implicite, du principe qu’une HES est sous la responsabilité, notamment financière, d’un canton ou d’un collectif de quelques cantons. Dans le cas de la HESA, la situation est différente: le canton de Berne (canton siège) n’est ni l’unique ni le principal responsable de l’école, pas plus qu’un autre canton d’ailleurs; il est coresponsable, au même titre que les autres membres du concordat. Si le concordat était dissous et remplacé par l’AHES, la HESA n’aurait plus d’instance responsable.

– Le concordat de la HESA n’est pas un cas à part dans le paysage scolaire suisse. Même dans les nouvelles structures HES qui sont apparues ces dernières années, des concordats ont été reconduits, voire même instaurés (par exemple Suisse occidentale, Suisse centrale).

– Le concordat de la HESA est un pacte témoignant de la solidarité de tous les cantons et de la Principauté du Liechtenstein. Ses incidences dépassent les frontières régionales ou linguistiques. Son rôle unificateur est important pour la Suisse latine en particulier, et plus généralement pour la formation agricole supérieure.

L’Administration et le Conseil de concordat ont opté pour une révision du concordat parce qu’ils considèrent que celui-ci, dans les circonstances actuelles, est indispensable. Si, à l’avenir, d’autres systèmes de financement, fonctionnant sans concordat, devaient être trouvés pour les HES à l’échelle nationale, la HESA devrait être intégrée dans le processus de réforme. Le cas échéant, l’Administration fera des propositions allant dans ce sens au Conseil de concordat.

## 5. PROCÉDURE

Les membres du concordat ont été informés de la révision partielle à venir lors de la séance du Conseil de concordat du 16 juin 2000. L’Administration a alors élaboré une nouvelle version du concordat, non sans avoir fait appel à un juriste. Le texte révisé a été donné en consultation aux membres début février 2001. Le texte a été amendé et peaufiné en fonction des résultats de cette consultation. Il a été approuvé à l’unanimité par le Conseil de concordat lors de sa séance du 22 juin 2001 et entrera en vigueur dès que tous les membres l’auront ratifié.

## 6. ÉLÉMENTS CENTRAUX DE LA RÉVISION

Lors de la révision du texte du concordat, l’Administration a suivi les principes suivants:

– Aspects institutionnels: comme jusqu’à présent, le concordat règle les droits et obligations des instances de la Haute école. L’affiliation de la HESA à la Haute école spécialisée bernoise est mentionnée dans le concordat; cependant, les dispositions matérielles régissant cette affiliation n’y figurent pas, dès lors que les relations qui unissent l’école concordataire avec le canton de Berne et la HES bernoise sont déjà réglées par le contrat d’affiliation.

– Rapport avec le droit fédéral et cantonal: le concordat est complémentaire aux différentes législations HES correspondantes, dont le contenu n’est pas repris dans le texte du concordat.

– Passage au statut HES: l’extension du mandat a des incidences sur l’article concernant la finalité de l’école.

– Terminologie: le nom d’école utilisé est «Haute école suisse d’agronomie». Le terme «Administration», qui prête souvent à confusion, est remplacé par celui de «Conseil d’administration». Il n’est plus fait mention d’élèves, mais d’étudiants. Les formes masculines sont toujours accompagnées des formes féminines, du moins lorsque des tournures neutres sont impossibles.

– Introduction du NPM: la répartition des tâches entre le Conseil de concordat, le Conseil d’administration et la Direction est adaptée, eu égard à la distinction entre gestion stratégique et gestion opérationnelle. Les dispositions du concordat concernant la gestion administrative et financière subissent une reformulation complète. Le principe du financement des coûts résiduels par les cantons et la Principauté du Liechtenstein, appliqué jusqu’à présent, est abandonné et remplacé par un financement lié à des prestations et par des contributions forfaitaires par personne.

Le texte révisé figure en annexe, tout comme un exemplaire du concordat dans sa teneur actuelle.

## 7. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DE LA RÉVISION POUR LE CANTON

Entre 1995 et 2001, l’HESA a accueilli de 9 à 15 élèves fribourgeois par an; chaque année, entre 1 et 4 diplômes ont été décernés à des ressortissants du canton de Fribourg. Durant la même période, la participation annuelle du canton aux frais d’exploitation de l’Ecole s’est élevée entre 240 399 francs et 585 395 francs.

Sous l’empire du droit actuel, la contribution annuelle du canton consiste en un montant de base de 12 000 francs dû indépendamment du nombre d’élèves fribourgeois, ainsi qu’un montant proportionnel au nombre d’élèves domiciliés dans le canton. A teneur du concordat révisé, la répartition des frais d’exploitation de la HESA entre les cantons se fera uniquement au prorata du nombre des étudiants provenant de chaque canton respectif; le montant de base sera abandonné. Compte tenu du faible poids que prend le montant de base dans la répartition totale, les conséquences financières de la révision pour le canton peuvent être qualifiées d’insignifiantes.

## 8. COMMENTAIRES DE CERTAINS ARTICLES

### *Remarques générales*

Afin d’améliorer la lisibilité du concordat révisé, les articles sont numérotés sans interruption. Leur nombre passe de 18 à 15; les annexes sont supprimées. Comme la Principauté du Liechtenstein est assimilée depuis 1986 à un canton membre du concordat, le nouveau texte ne la considère plus comme un cas à part.

### *Préambule*

L’objectif de l’école n’est pas mentionné, dans la mesure où

- la loi fédérale contient une description circonstanciée des mandats confiés aux HES;
- la finalité de l’école est précisée dans l’article 2.

### *Article 1 al. 2*

Jusqu’à présent, la question du statut juridique n’était pas réglée et devait être abordée. Pour les institutions HES, le

terme d'«Institution autonome de droit public, disposant de sa propre personnalité juridique» est courant.

#### **Article 1 al. 3**

Le concordat ne mentionne que l'affiliation en tant que telle à la HES bernoise. Les aspects matériels de cette affiliation sont réglés exclusivement dans le contrat y relatif. Cela permet de tenir compte d'une éventuelle évolution des rapports entre la HESA et la HES bernoise sans avoir à entreprendre une nouvelle révision du concordat.

#### **Article 2 al. 1**

Comme finalité de l'école sont mentionnés les différents mandats que la loi fédérale attribue aux HES, auxquels s'ajoute la coopération à des réseaux de compétence nationaux et internationaux. Les domaines d'activité de la HESA sont compris et formulés de manière plus large que jusqu'à présent. Il s'agit d'une part de tenir compte du fait que les problèmes relatifs à l'agriculture et à l'économie laitière ne peuvent être traités de manière isolée (recherche de solutions globales) et d'autre part de ne pas fermer la porte à un élargissement ultérieur des mandats de formation et de recherche de la HESA.

#### **Article 2 al. 2**

Le principe du plurilinguisme est compris de manière plus large et adapté aux circonstances actuelles.

#### **Article 2 al. 4**

Les titres auxquels les diplômés des différentes filières ont droit sont définis dans l'ordonnance fédérale correspondante et ne doivent pas être énumérés ici, cela également afin que des modifications ultérieures restent possibles.

#### **Article 3**

Un élément central du NPM est la conduite sous forme de mandats. L'article en règle les principes:

- Le Conseil de concordat décerne les mandats.
- Le mandat porte sur une année au moins, mais il peut porter sur plusieurs années.
- Le mandat s'articule d'après les groupes principaux de produits et de prestations de la HESA.

#### **Article 4 al. 2 et 3**

Le Conseil de concordat adopte le budget annuel sous forme d'un budget global. La Direction, désormais, soumet annuellement au Conseil de concordat un plan de développement et de finances portant normalement sur quatre ans. Chaque année, le plan est adapté aux circonstances et complété pour une année supplémentaire.

#### **Article 4 al. 5 et 6**

Etant donné que la Haute école est financée par des contributions forfaitaires par personne (voir art. 7), des réserves doivent être constituées en lieu et place des «fonds».

- Des réserves normales sont constituées jusqu'à ce qu'elles atteignent au minimum 10 % d'un chiffre

d'affaires annuel. Elles servent avant tout à combler les éventuels déficits d'une année comptable.

- Le Conseil de concordat peut décider la constitution de réserves supplémentaires.
- Sur décision du Conseil d'administration, des bonis éventuels provenant de la formation continue, de la recherche et des services peuvent être utilisés à la constitution de réserves spéciales, afin de financer les activités de ces secteurs qui ne couvrent pas leurs coûts.

#### **Article 6**

Jusqu'à présent, le concordat ne disait rien du financement d'éventuels investissements en bâtiments. Le critère général «nombre moyen d'étudiants pendant les dix années précédant la décision d'investissement» lie davantage la participation financière de chaque canton aux prestations de la HESA.

#### **Article 7**

Le principe du financement des coûts résiduels, appliqué jusqu'à présent, est abandonné, de même que la contribution de base (indépendante du nombre d'étudiants) des cantons et le concept même des «places d'études réservées». Le financement des coûts résiduels est remplacé par un montant forfaitaire lié à la prestation et imputé à chaque canton, ou à la Principauté du Liechtenstein, en fonction du nombre d'étudiants qui en proviennent. Pour déterminer le canton ayant à assumer les frais, le canton de domicile n'est plus déterminé selon le Code civil, mais selon les principes reconnus de l'Accord intercantonal sur les HES. Les dates auxquelles doivent être effectués les paiements partiels ne sont plus ancrées dans le concordat; elles sont désormais fixées par le Conseil d'administration.

#### **Article 9**

Etant souvent source de méprise, le terme «Administration» est remplacé par «Conseil d'administration». Afin d'éviter une confusion avec la terminologie de la HES bernoise, la notion «Conseil d'école», également proposée, a été rejetée.

#### **Article 10**

Les modifications concernant les prérogatives du Conseil de concordat s'expliquent par la séparation entre conduite stratégique et conduite opérationnelle de l'école. Concrètement, il s'agit des modifications suivantes:

- Les plans d'études (description des objectifs et des contenus des différents cours) sont désormais approuvés par le Conseil d'administration.
- Le Conseil de concordat décide de l'introduction ou de l'abandon d'une filière (c'était déjà le cas par le passé, sans être cependant précisé expressément dans le concordat).
- Le Conseil de concordat approuve le mandat de prestations.
- Le Conseil de concordat approuve le budget global, le plan financier et le montant forfaitaire lié à la prestation.
- Les investissements qui ne peuvent pas être imputés aux moyens budgétaires ordinaires ou aux réserves

sont soumis au Conseil de concordat dans un budget d'investissement séparé. Les investissements imprévus et donc non budgétés sont soumis au Conseil d'administration pour des sommes allant jusqu'à 100 000 francs, au Conseil de concordat pour des montants supérieurs.

- Les règlements internes sont désormais édictés par le Conseil d'administration, à l'exception des réglementations concernant l'engagement et la rémunération du personnel, où de plus grosses sommes sont en jeu.

#### **Article 11 al. 1**

Jusqu'à présent, l'économie et les employeurs – contrairement à la situation prévalant dans les conseils d'écoles et les conseils consultatifs d'autres hautes écoles – n'étaient pas représentés dans le Conseil d'administration de la HESA. Cette situation ne pouvait perdurer. Afin de ne pas grossir les rangs du Conseil d'administration, deux représentants de l'économie remplaceront le délégué de l'Association suisse des ingénieurs agronomes et des ingénieurs en technologies alimentaires (ASIAT). On peut supposer que ces représentants seront souvent membres de l'ASIAT et qu'ils en défendront également les intérêts.

#### **Article 11 al. 2**

De même que pour le Conseil de concordat, les modifications concernant les prérogatives du Conseil d'administration sont dues à la séparation entre conduite stratégique et conduite opérationnelle. Concrètement, il s'agit des modifications suivantes:

- L'engagement d'assistants et d'autres employés est désormais de la compétence de la Direction. Dans les faits, cela se passait déjà ainsi.
- Le Conseil d'administration statue sur tous les éléments importants de la gestion financière et sur les investissements imprévus et donc non budgétés jusqu'à 100 000 francs.
- Le Conseil d'administration fixe les paiements partiels des montants forfaitaires liés à la prestation.
- Le Conseil d'administration est responsable du controlling dans le cadre du NPM.
- Au lieu de superviser l'enseignement et l'exploitation, le Conseil d'administration reçoit désormais un mandat plus général quant à l'assurance-qualité.
- Le Conseil d'administration ne peut plus être instance de recours puisque cette fonction est désormais assurée par la Commission de recours de la Haute école spécialisée bernoise.
- Le Conseil d'administration édicte les règlements internes et approuve les plans d'étude, fonction jusqu'ici dévolue au Conseil de concordat.

#### **Article 13**

Comme jusqu'ici, le concordat met gratuitement les locaux nécessaires à disposition de la centrale des moyens d'enseignement. Afin que la comparaison des coûts entre les différentes écoles et filières ne soit pas faussée, cette prestation ne doit pas grever les comptes de la HESA. Par ailleurs, la transparence des coûts vis-à-vis des instances financières et des tiers doit être améliorée.

C'est pourquoi, à l'avenir, le financement et les comptes de la HESA seront clairement séparés de ceux de la centrale. Les frais immobiliers occasionnés par la centrale sont imputés aux membres du concordat selon la même clé de répartition que celle utilisée pour le montant forfaitaire lié à la prestation.

Nous vous invitons à adopter ce projet de décret.

---

### **BOTSCHAFT Nr. 17** 18. Juni 2002 **des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Dekrets über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Revision vom 22. Juni 2001 des Konkordats betreffend die Schweizerische Ingenieurschule für Landwirtschaft**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Revision vom 22. Juni 2001 des Konkordats betreffend die Schweizerische Ingenieurschule für Landwirtschaft. Der Konkordatsrat hat die Revision an seiner Sitzung vom 22. Juni 2001 genehmigt.

Die Revision wird in der vorliegenden Botschaft erläutert, die wie folgt gegliedert ist:

1. Mitglieder des Konkordats
2. Bisherige Revisionen
3. Gründe für die aktuelle Revision
4. Ist das Konkordat noch nötig?
5. Bisheriges Vorgehen
6. Kernelemente der Revision
7. Finanzielle Auswirkungen der Revision für den Kanton
8. Erläuterungen zu einzelnen Artikeln

---

#### **1. MITGLIEDER DES KONKORDATS**

Bei dessen Gründung im Jahr 1964 ist die grosse Mehrheit der Kantone dem Konkordat beigetreten. Seit 1981 umfasst das Konkordat sämtliche Kantone, seit 1986 ist auch das Fürstentum Liechtenstein Mitglied.

#### **2. BISHERIGE REVISIONEN**

Das Konkordat betreffend das Schweizerische Landwirtschaftliche Technikum (SR 412.191.02; SGF 911.2.1) wurde am 30. Juni 1964 abgeschlossen. Seither wurden zwei Teilrevisionen durchgeführt:

- Am 14. Dezember 1973 hat der Konkordatsrat das Verfahren zur Bestimmung der Mitglieder des Konkordatsrats geändert und den Schlüssel für die Zuteilung der Studienplätze an die Kantone angepasst.
- Am 4. Oktober 1990 hat der Konkordatsrat eine etwas umfassendere Teilrevision beschlossen, die folgende Punkte betraf:
  - Umbenennung des Schweizerischen Landwirtschaftlichen Technikums in Schweizerische Ingenieurschule für Landwirtschaft;
  - Erweiterung des Zweckartikels um die Aufträge «Forschung» und «Technologietransfer»;
  - Einführung einer Bestimmung über die Titel der Absolventen;
  - Einführung der Fachrichtung «Internationale Landwirtschaft»;
  - Änderung der Bestimmungen über Rückstellungen und Fonds;

- Änderung der Zusammensetzung des Konkordatsrats und der Verwaltung;
- Änderung des Zahlungsmodus für die Kantonsbeiträge;
- Änderung der Bestimmung über die Rückzahlung des einbezahlten Kapitels im Fall einer Kündigung eines Mitglieds;
- Aufnahme einer Bestimmung, die den Beitritt des Fürstentums Liechtenstein zum Konkordat ermöglicht;
- Aktualisierung des Schlüssels für die Zuteilung der Studienplätze an die Kantone;
- Festlegung des Schlüssels für die Verteilung der Investitionskosten der Fachrichtung «Internationale Landwirtschaft» auf die Mitglieder.

### 3. GRÜNDE FÜR DIE AKTUELLE REVISION

Am 2. März 1998 hat der Bundesrat der Schweizerischen Ingenieurschule für Landwirtschaft und ihren fünf Studiengängen Fachhochschul-Status verliehen. Damit hat sich der Auftrag der Schule wesentlich erweitert.

Am 22. April 1998 ist der Vertrag zwischen dem Konkordat und dem Regierungsrat des Kantons Bern in Kraft getreten, der die Angliederung der Schweizerischen Ingenieurschule für Landwirtschaft an die Berner Fachhochschule regelt. Dadurch haben sich die institutionellen Rahmenbedingungen der Schule verändert.

Am 27. August 1998 hat die Verwaltung eine Namensänderung der Schule beschlossen, die sich an den Vorgaben des Bundesrats orientiert: Die Schule heisst seither «Berner Fachhochschule – Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft» (SHL).

Am 11. Juni 1999 hat die Verwaltung beschlossen, die Organisation und Führung der Schule nach den Grundsätzen des *New Public Management NPM* (NPM) umzugestalten. Diese Reorganisation tritt nun in die Phase der Realisierung. Sie hat weitreichende Veränderungen bei den Verantwortlichkeiten und Kompetenzen der verschiedenen Organe des Konkordats und bei der Finanzierung der Hochschule zur Folge.

Alle diese Veränderungen und einige weitere Entwicklungen der letzten Jahre haben dazu geführt, dass das Konkordat in der heute gültigen Fassung in wichtigen Teilen nicht mehr der Wirklichkeit entspricht. Eine Anpassung drängte sich auf. Ausserdem enthält das Konkordat verschiedene Bestimmungen aus der Zeit der Gründung der Schule, die heute keinerlei Bedeutung mehr haben. Um die Aktualität und Verständlichkeit des Textes zu verbessern, wurden diese Bestimmungen eliminiert und der revidierte Text neu paraphiert.

### 4. IST DAS KONKORDAT NOCH NÖTIG?

Am 1. Oktober 1999 ist die Interkantonale Fachhochschulvereinbarung (FHV) in Kraft getreten. Sie dient gemäss Artikel 1 Abs. 2 dem Zweck, den interkantonalen Lastenausgleich, die Freizügigkeit für Studierende und die Optimierung des Fachhochschulangebots zu fördern. Das Konkordat der SHL erfüllt – nebst anderen Funktionen – den gleichen Zweck. Daraus könnte abgeleitet werden, das Konkordat der SHL sei mit dem Inkrafttreten der FHV überflüssig geworden. Die Verwaltung der SHL und der Konkordatsrat haben sich ausgiebig mit dieser Frage befasst. Sie sind zum eindeutigen Schluss gekommen, dass die FHV unter den heute gegebenen Umständen das Konkordat nicht ersetzen kann. Mehrere Gründe sind dafür verantwortlich:

– Gemäss Artikel 2 ist die FHV kein Ersatz für bestehende Vereinbarungen, sondern diese gehen der FHV vor. Die FHV hat subsidiären Charakter. Da das Konkordat der SHL bei der Gründung der FHV schon bestand und die in diesem Artikel genannten Voraussetzungen vollumfänglich erfüllt, ist die FHV nicht direkt anwendbar.

– Die Voraussetzungen zur Anwendung der FHV fehlen im Fall der SHL. Die FHV geht implizit von der Bedingung aus, dass ein einzelner oder ein Teil der Kantone die Träger und Hauptfinanzierer von Fachhochschulen sind. Im Fall der SHL besteht aber eine andere Situation: Der Kanton Bern (Sitzkanton) ist weder einziger noch Hauptträger der SHL, sondern ein den übrigen Mitgliedern des Konkordats gleichgestellter Mitträger. Ein einzelner Kanton als Träger und Hauptfinanzierer fehlt. Würde das Konkordat aufgelöst und durch die FHV ersetzt, hätte die SHL gar keine Trägerschaft mehr.

– Das Konkordat der SHL ist kein Sonderfall in der Bildungslandschaft der Schweiz. Selbst in den neuen, erst in den letzten paar Jahren gebildeten Fachhochschulstrukturen werden Konkordate als Trägerschaftsform weitergeführt oder gar neu gegründet (z.B. Westschweiz, Zentralschweiz).

– Das Konkordat der SHL ist ein Solidaritätswerk aller Kantone und des Fürstentums Liechtenstein mit einer die Regions- und Sprachgrenzen überschreitenden Wirkung. Es hat eine integrative Funktion, die vor allem in der lateinischen Schweiz, aber auch allgemein in der aktuellen Lage der höheren landwirtschaftlichen Bildung als wichtig angesehen wird.

Die Verwaltung und der Konkordatsrat haben die Revision des Konkordats beschlossen, weil sie die Weiterführung des Konkordats unter den heute gegebenen Rahmenbedingungen als unverzichtbar erachten. Sollten aber in Zukunft auf gesamtschweizerischer Ebene im Fachhochschulbereich einheitliche Trägerschaftsverhältnisse gefunden werden, die auf Konkordate verzichten, so soll auch die Trägerschaft der SHL in diesen Reformprozess einbezogen werden. Die Verwaltung wird gegebenenfalls dem Konkordatsrat entsprechende Vorschläge unterbreiten.

### 5. BISHERIGES VORGEHEN

Die Mitglieder des Konkordats wurden an der Sitzung des Konkordatsrats vom 16. Juni 2000 über die bevorstehende Teilrevision des Konkordats informiert. Die Verwaltung hat anschliessend unter Beizug eines Spezialisten für öffentliches Recht einen revidierten Konkordats-text ausgearbeitet. Dieser wurde anfangs Februar 2001 den Mitgliedern zur Vernehmlassung zugestellt. Nach Auswertung der Vernehmlassungsantworten wurde der Text nochmals überarbeitet und bereinigt. Der Konkordatsrat hat die revidierte Fassung des Konkordats an seiner Sitzung vom 22. Juni 2001 einstimmig genehmigt. Sobald alle Mitglieder der Revision zugestimmt haben, kann sie in Kraft gesetzt werden.

### 6. KERNELEMENTE DER REVISION

Bei der Teilrevision des Konkordatstextes liess sich die Verwaltung von folgenden Grundsätzen leiten:

– Institutionelles: Das Konkordat regelt wie bisher die Rechte, die Pflichten und die Organisation der Trägerschaft der Hochschule. Neu wird die Angliederung der

SHL an die Berner Fachhochschule im Konkordat erwähnt. Die materiellen Bestimmungen über die Angliederung wurden jedoch nicht in den Konkordatstext integriert, da das Verhältnis zwischen dem Konkordat und dem Kanton Bern bzw. der Berner Fachhochschule im Angliederungsvertrag geregelt ist.

– Verhältnis zu Bundes- und kantonalem Recht: Das Konkordat ist komplementär zu den einschlägigen Rechtsquellen der Fachhochschulgesetzgebung. Deren Inhalte werden nicht in den Konkordatstext aufgenommen.

– Umwandlung zur Fachhochschule: Der erweiterte Leistungsauftrag findet seinen Niederschlag im Zweckartikel des Konkordats.

– Begriffliches: Als Name der Schule wird in Übereinstimmung mit den Vorgaben des Bundesrats die Bezeichnung «Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft» verwendet. Der oft missverständliche Begriff «Verwaltung» für eines der Organe des Konkordats wird durch den geläufigeren Namen «Verwaltungsrat» ersetzt. An Stelle von «Schülern» wird die Bezeichnung «Studierende» verwendet. Es werden konsequent männliche und weibliche Sprachformen oder wo möglich geschlechtsneutrale Formulierungen verwendet.

– Einführung des NPM: Der Unterscheidung zwischen strategischer und operativer Führung wird durch eine angepasste Aufgabenteilung zwischen dem Konkordatsrat, dem Verwaltungsrat und der Direktion Rechnung getragen. Die Bestimmungen des Konkordats über die Verwaltungs- und die finanzielle Führung werden gänzlich neu formuliert. Das bisherige System der Restkostenfinanzierung durch die Kantone und das Fürstentum Liechtenstein wird durch eine leistungsorientierte Finanzierung mit Pauschalbeiträgen pro Kopf ersetzt.

Der revidierte Konkordatstext liegt bei, ebenso ein Exemplar des geltenden Konkordats.

## **7. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN DER REVISION FÜR DEN KANTON**

Zwischen 1995 und 2001 besuchten 9 bis 15 Studierende aus dem Kanton Freiburg pro Jahr die SHL, und jedes Jahr erlangten 1 bis 4 Freiburgerinnen oder Freiburger ein Diplom. In derselben Zeit belief sich die jährliche Beteiligung des Kantons an den Betriebskosten der Schule auf 240 399 Franken bis 585 395 Franken.

Nach bisherigem Recht setzt sich der jährliche Beitrag des Kantons aus einem Grundbetrag von 12 000 Franken, der unabhängig von der Anzahl freiburgischer Studierender ist, und einem Betrag, der im Verhältnis zur Anzahl im Kanton wohnhafter Studierender steht, zusammen. Gemäss dem revidierten Konkordat werden die Betriebskosten der SHL zwischen den Kantonen nur noch im Verhältnis der Anzahl Studierender aus jedem Kanton aufgeteilt; der Grundbetrag entfällt. Da der Grundbetrag im Vergleich zum Gesamtbetrag gering ist, können die finanziellen Auswirkungen der Revision für den Kanton als unbedeutend bezeichnet werden.

## **8. ERLÄUTERUNGEN ZU EINZELNEN ARTIKELN**

### *Allgemeines*

Um die Lesbarkeit des revidierten Konkordats zu verbessern, werden die Artikel neu durchgehend nummeriert.

Die Gesamtzahl der Artikel sinkt von bisher 18 auf 15; die Anhänge fallen weg. Da das Fürstentum Liechtenstein seit 1986 ein den Kantonen gleichgestelltes Mitglied des Konkordats ist, wird es im revidierten Text nicht mehr als Sonderfall behandelt.

### *Ingress*

Es wird auf eine Nennung des Schulzwecks verzichtet, da

- das Bundesgesetz eine umfassende Aufzählung der Aufgaben einer Fachhochschule enthält;
- die Zweckbestimmung in Artikel 2 genannt ist.

### *Artikel 1 Abs. 2*

Die Frage des rechtlichen Status war bisher nicht geregelt, bedarf aber einer klaren Aussage. Die Bezeichnung als öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ist für Fachhochschul-Institutionen üblich.

### *Artikel 1 Abs. 3*

Im Konkordat wird nur die Angliederung an die Berner Fachhochschule als solche erwähnt. Materielle Aspekte der Angliederung werden ausschliesslich im Angliederungsvertrag geregelt, damit allfälligen Veränderungen im Verhältnis zur Berner Fachhochschule ohne weitere Konkordatsrevision Rechnung getragen werden kann.

### *Artikel 2 Abs. 1*

Als Zweck der Schule werden die Teilaufträge einer Fachhochschule gemäss Bundesgesetz, ergänzt um die Mitarbeit in Kompetenznetzwerken, genannt. Die Eingrenzung der Tätigkeitsgebiete der SHL wird etwas weiter gefasst als bisher. Damit wird einerseits der Tatsache Rechnung getragen, dass Probleme der Land- und Milchwirtschaft heute nicht mehr isoliert betrachtet werden können, sondern Systemlösungen gefragt sind. Andererseits soll damit eine allfällige Ergänzung des heutigen Tätigkeitsgebiets der SHL durch verwandte Lehr- und Forschungsgebiete zu einem späteren Zeitpunkt möglich gemacht werden.

### *Artikel 2 Abs. 2*

Der Grundsatz der Mehrsprachigkeit wird etwas umfassender beschrieben und den heutigen Verhältnissen angepasst.

### *Artikel 2 Abs. 4*

Die den Absolventinnen und Absolventen der einzelnen Studiengänge zustehenden Titel sind in der einschlägigen Verordnung des Bundes geregelt und werden – auch um eventuelle zukünftige Änderungen zu ermöglichen – nicht im Konkordat aufgezählt.

### *Artikel 3*

Ein Kernelement des NPM ist die Führung mit einem Leistungsauftrag. Der Artikel regelt die entsprechenden Grundsätze:

- Der Konkordatsrat erlässt den Leistungsauftrag.
- Der Leistungsauftrag umfasst mindestens ein Geschäftsjahr, kann aber auch mehrjährig sein.

- Der Leistungsauftrag ist gegliedert nach den wichtigsten Produkte- und Leistungsgruppen der SHL.

#### **Artikel 4 Abs. 2 und 3**

Der Konkordatsrat erlässt den jährlichen Voranschlag in Form eines Globalbudgets. Die Direktion legt dem Konkordatsrat zudem jedes Jahr einen Entwicklungs- und Finanzplan über voraussichtlich 4 Jahre zur Genehmigung vor. Der Plan wird alljährlich den neuen Gegebenheiten angepasst und um ein weiteres Jahr ergänzt.

#### **Artikel 4 Abs. 5 und 6**

Da die Hochschule mit Leistungspauschalen (siehe Art. 7) finanziert wird, müssen Reserven gebildet werden. Sie ersetzen die bisher geführten Fonds.

- Normale Reserven werden gebildet, bis sie mindestens 10 % eines Jahresumsatzes erreichen. Sie dienen hauptsächlich zur Finanzierung allfälliger Defizite eines Rechnungsjahres.
- Der Konkordatsrat kann die Bildung weiterer Reserven beschliessen.
- Mit allfälligen Überschüssen aus Projekten der Weiterbildung, der Forschung und der Dienstleistungen können auf Beschluss des Verwaltungsrats spezielle Reserven gebildet werden, die zur Finanzierung ungedeckter Kosten dieser Tätigkeiten dienen.

#### **Artikel 6**

Bisher regelte das Konkordat die Frage der Finanzierung allfälliger Gebäudeinvestitionen nicht. Das Kriterium «durchschnittliche Zahl der Studierenden der letzten 10 Jahre» bewirkt eine leistungsbezogene Aufteilung solcher Investitionskosten.

#### **Artikel 7**

Das bisherige Prinzip der Restkostenfinanzierung wird fallen gelassen, ebenso der von der Zahl der Studierenden unabhängige Grundbeitrag der Konkordatsmitglieder und der damit zusammenhängende Begriff der «reservierten Studienplätze». An Stelle der Restkostenfinanzierung tritt eine Leistungspauschale, die den Konkordatsmitgliedern in Abhängigkeit von der Anzahl Studierender aus ihrem Gebiet belastet wird. Die Festlegung des Wohnsitzkantons erfolgt nicht mehr gemäss dem Wohnsitz nach dem Schweizerischen Zivilgesetzbuch, sondern gemäss den anerkannten Regeln der FHV. Die Termine von Teilzahlungen sind nicht mehr im Konkordat festgehalten, sondern werden neu durch den Verwaltungsrat bestimmt.

#### **Artikel 9**

Die oft missverstandene Bezeichnung «Verwaltung» wird durch «Verwaltungsrat» ersetzt. Der ebenfalls in Betracht gezogene Begriff «Schulrat» wurde verworfen, weil er zu Verwechslungen mit den Organen der Berner Fachhochschule Anlass geben würde.

#### **Artikel 10**

Änderungen der Aufgaben des Konkordatsrats sind hauptsächlich bedingt durch die konsequente Trennung von strategischen und operativen Führungsaufgaben. Konkret geht es um folgende Änderungen:

- Die Befugnis zur Genehmigung der Lehrpläne (Beschreibung der Ziele und Inhalte der einzelnen Lehrveranstaltungen) wird dem Verwaltungsrat übertragen.
- Der Konkordatsrat beschliesst über die Einführung neuer und die Abschaffung bestehender Studiengänge (dies war schon bisher der Fall, ist im alten Konkordat aber nicht ausdrücklich festgehalten).
- Der Konkordatsrat legt den Leistungsauftrag fest.
- Der Konkordatsrat genehmigt das Globalbudget, den Finanzplan und die Leistungspauschale.
- Investitionen, die nicht aus den normalen Budgetmitteln oder aus den Reserven finanziert werden können, werden dem Konkordatsrat in einem separaten Investitionsvoranschlag zur Genehmigung vorgelegt. Nicht vorhersehbare und somit nicht budgetierte Investitionen bis zu einem Betrag von 100 000 Franken bedürfen der Zustimmung des Verwaltungsrats, höhere Beträge müssen vom Konkordatsrat bewilligt werden.
- Die Befugnis zum Erlass der internen Reglemente wird dem Verwaltungsrat übertragen. Ausnahmen sind die Anstellungs- und Besoldungsordnung des Personals, da sie von grosser finanzieller Tragweite sind.

#### **Artikel 11 Abs. 1**

Die Wirtschaft und die Arbeitgeber, die in den Schul- und Beiräten anderer Hochschulen zahlenmässig stark vertreten sind, hatten bisher keinen Einsitz im Verwaltungsrat der SHL. Dies soll nun geändert werden. Um zu vermeiden, dass der Verwaltungsrat dadurch zu gross wird, ersetzen zwei Wirtschaftsvertreter den Vertreter des Schweizerischen Verbands der Ingenieur-Agronomen und der Lebensmittelingenieure (SVIAL). Es ist anzunehmen, dass die Wirtschaftsvertreter oftmals Mitglieder des SVIAL sind und somit ebenfalls die Interessen dieses Verbandes wahrnehmen können.

#### **Artikel 11 Abs. 2**

Gleich wie beim Konkordatsrat sind Änderungen der Aufgaben des Verwaltungsrats hauptsächlich bedingt durch die konsequente Trennung von strategischen und operativen Führungsaufgaben. Es handelt sich namentlich um folgende Änderungen:

- Die Anstellung von Assistentinnen und Assistenten und von anderem Personal erfolgt neu durch die Direktion. Dies ist schon heute gängige Praxis.
- Der Verwaltungsrat entscheidet über alle wichtigen Elemente der finanziellen Führung sowie über unvorhergesehene, nicht budgetierte Investitionen bis zu 100 000 Franken.
- Er legt die Teilzahlungen der Leistungspauschalen fest.
- Der Verwaltungsrat ist verantwortlich für das Controlling im Rahmen des NPM.
- An Stelle der Befugnis zur Überwachung des Unterrichts und des Betriebs tritt ein generelles Mandat zur Qualitätssicherung.
- Die Funktion des Verwaltungsrats als Rekursinstanz ist hinfällig, da die Rekurskommission der Berner Fachhochschule diese Aufgabe übernommen hat.

- Die Befugnis zum Erlass der internen Reglemente und zur Genehmigung der Studienpläne geht vom Konkordatsrat auf den Verwaltungsrat über.

### **Artikel 13**

Das Konkordat stellt der Lehrmittelzentrale die notwendigen Räumlichkeiten wie bisher kostenlos zur Verfügung. Um objektive Kostenvergleiche zwischen verschiedenen Schulen und Studiengängen zu erlauben, darf dadurch aber die Rechnung der SHL nicht belastet werden. Ausserdem soll die Kostentransparenz gegenüber Geldgebern und Dritten verbessert werden. Aus diesem

Grund wird in Zukunft klar unterschieden zwischen der Finanzierung und Abrechnung der SHL einerseits und der Lehrmittelzentrale andererseits. Die Gebäudekosten der Lehrmittelzentrale werden den Konkordatsmitgliedern deshalb in Zukunft separat, aber nach dem gleichen Schlüssel wie die Leistungspauschale in Rechnung gestellt.

Wir beantragen Ihnen die Annahme dieses Dekretsentwurfs.

\_\_\_\_\_



**Projet du 18.06.2002**

**Entwurf vom 18.06.2002**

**Décret**

*du*

**portant adhésion du canton de Fribourg à la révision  
du concordat concernant l'Ecole suisse d'ingénieurs en  
agriculture**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale;

Vu les articles 45 et 52 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;

Vu le message du Conseil d'Etat du 18 juin 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à la révision du 22 juin 2001 du concordat concernant l'Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture.

**Art. 2**

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

**Art. 3**

Ce décret est soumis au referendum législatif.

---

**Dekret**

*vom*

**über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Änderung  
des Konkordats über die Schweizerische Ingenieurschule  
für Landwirtschaft**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung;

gestützt auf die Artikel 45 und 52 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 18 Juni 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der Änderung vom 22. Juni 2001 des Konkordats über die Schweizerische Ingenieurschule für Landwirtschaft bei.

**Art. 2**

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt. Er bestimmt das Datum des Inkrafttretens.

**Art. 3**

Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

---

## **Concordat concernant la Haute école suisse d'agronomie**

*Conclu à Zurich le 30 juin 1964 (état au 22 juin 2001)  
Approuvé par le Conseil fédéral le 1<sup>er</sup> septembre 1964  
Entré en vigueur le 24 septembre 1964*

---

Afin de gérer la Haute école suisse d'agronomie (dénommée ci-après Haute école) comme Haute école spécialisée selon la loi fédérale sur les Hautes écoles spécialisées du 6 octobre 1995, les cantons et la Principauté du Liechtenstein concluent le concordat suivant:

### **Art. 1** Engagement des signataires

<sup>1</sup> Les cantons et la Principauté du Liechtenstein s'engagent à gérer la Haute école pour une période indéterminée.

<sup>2</sup> La Haute école est une institution indépendante et autonome de droit public, disposant de sa propre personnalité juridique. Elle a son siège à Zollikofen/Berne.

<sup>3</sup> La Haute école est affiliée à la Haute école spécialisée bernoise. Un contrat d'affiliation conclu avec le Conseil d'Etat du canton de Berne stipule les droits et les devoirs mutuels.

### **Art. 2** Buts et principes généraux

<sup>1</sup> Les buts de la Haute école sont les suivants:

- a) par des études orientées vers la pratique et conduisant à un diplôme, elle offre une formation pour des activités professionnelles dans la production primaire et dans l'économie alimentaire, activités exigeant la mise en œuvre de connaissances et de méthodes scientifiques;
- b) elle complète les études conduisant au diplôme par une offre en manifestations de formation continue;
- c) dans son rayon d'activité, elle procède à des travaux de recherche appliquée et de développement et fournit des prestations de service pour des tiers;

## **Konkordat über die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft**

*abgeschlossen in Zürich am 30. Juni 1964  
(Stand am 22. Juni 2001)  
vom Bundesrat genehmigt am 1. September 1964  
Datum des Inkrafttretens: 24. September 1964*

---

In der Absicht, die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft (im Folgenden Hochschule genannt) als Fachhochschul-Institution gemäss Bundesgesetz vom 6. Oktober 1995 über die Fachhochschulen zu betreiben, beschliessen die Kantone und das Fürstentum Liechtenstein das folgende Konkordat:

### **Art. 1** Verpflichtung der Mitglieder

<sup>1</sup> Die Kantone und das Fürstentum Liechtenstein verpflichten sich gestützt auf die nachstehenden Bestimmungen zur Führung der Hochschule auf unbestimmte Zeit.

<sup>2</sup> Die Hochschule ist eine selbständige und autonome öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit. Sie hat ihren Sitz in Zollikofen/Bern.

<sup>3</sup> Die Hochschule ist der Berner Fachhochschule angegliedert. Ein Angliederungsvertrag mit der Berner Regierung regelt die gegenseitigen Rechte und Pflichten.

### **Art. 2** Zweck und allgemeine Grundsätze

<sup>1</sup> Die Hochschule hat folgenden Zweck:

- a) sie bereitet durch praxisorientierte Diplomstudien auf berufliche Tätigkeiten in der Urproduktion und Ernährungswirtschaft vor, welche die Anwendung wissenschaftlicher Erkenntnisse und Methoden erfordern;
- b) sie ergänzt die Diplomstudien durch ein Angebot an Weiterbildungsveranstaltungen;
- c) sie führt auf ihrem Tätigkeitsgebiet anwendungsorientierte Forschungs- und Entwicklungsarbeiten durch und erbringt Dienstleistungen für Dritte;

- d) elle fournit des contributions notables à des réseaux de compétence nationaux et internationaux;
- e) elle collabore avec d'autres institutions de formation et de recherche en Suisse et à l'étranger.

<sup>2</sup> La Haute école est une institution plurilingue. Pendant la première année d'études, l'enseignement est en général donné aussi bien en allemand qu'en français, dans les semestres supérieurs en allemand, français ou anglais.

<sup>3</sup> Les études sont facilitées financièrement dans toute la mesure du possible, notamment par un internat facultatif.

<sup>4</sup> Toute personne ayant fourni les prestations exigées par le règlement des examens est autorisée à porter un titre protégé selon l'article 5 de l'ordonnance du 11 septembre 1996 sur les Hautes écoles spécialisées.

### **Art. 3** Conduite administrative

<sup>1</sup> La conduite de la Haute école s'oriente d'après les besoins de sa clientèle, et selon les principes de performance et d'efficacité.

<sup>2</sup> La Haute école est conduite au moyen d'un mandat de prestations du Conseil de concordat adressé au Conseil d'administration à l'attention de la Direction. Le Conseil de concordat est habilité à donner des mandats de prestations portant sur plusieurs années.

<sup>3</sup> Le mandat de prestations structure les activités de l'école en sept secteurs partiels au plus, pour lesquels le Conseil de concordat définit séparément des directives concernant les prestations, l'efficacité et le financement.

### **Art. 4** Conduite financière

<sup>1</sup> La Haute école est conduite selon des principes de l'économie d'entreprise. Elle dispose des instruments nécessaires à cette fin: une comptabilité d'entreprise accompagne la comptabilité financière usuelle et ses livres accessoires.

<sup>2</sup> La Haute école travaille avec un budget global, coordonné au mandat de prestations.

<sup>3</sup> La Direction établit, pour le Conseil d'administration et à l'adresse du Conseil de concordat, un budget annuel et un plan continu de développement et de financement.

<sup>4</sup> La Haute école tient compte de la dépréciation continue des objets constituant la fortune immobilière et mobilière en procédant à des amortissements.

- d) sie leistet massgebliche Beiträge an nationale und internationale Kompetenznetzwerke;
- e) sie arbeitet mit anderen in- und ausländischen Ausbildungs- und Forschungseinrichtungen zusammen.

<sup>2</sup> Die Hochschule ist eine mehrsprachige Institution. Der Unterricht wird im 1. Studienjahr in der Regel sowohl in Deutsch als auch in Französisch erteilt, in den oberen Semestern in Deutsch, Französisch oder Englisch.

<sup>3</sup> Die finanzielle Belastung der Studierenden durch das Studium soll im Rahmen des Möglichen, insbesondere durch ein fakultatives Internat, gemildert werden.

<sup>4</sup> Wer die gemäss Prüfungsreglement geforderten Leistungen erbracht hat, ist berechtigt, einen geschützten Titel gemäss Artikel 5 der Verordnung vom 11. September 1996 über den Aufbau und die Führung von Fachhochschulen zu tragen.

### **Art. 3** Verwaltungsführung

<sup>1</sup> Die Hochschule wird nach den Grundsätzen der Kunden-, Leistungs- und Wirkungsorientierung geführt.

<sup>2</sup> Die Hochschule wird mit einem Leistungsauftrag des Konkordatsrates an den Verwaltungsrat zuhanden der Direktion geführt. Der Konkordatsrat kann Leistungsaufträge mit mehrjähriger Verbindlichkeit erteilen.

<sup>3</sup> Der Leistungsauftrag gliedert die Gesamtleistung der Hochschule in nicht mehr als sieben Teilbereiche, für die der Konkordatsrat bereichsbezogene Leistungs-, Wirkungs- und finanzielle Vorgaben macht.

### **Art. 4** Finanzielle Führung

<sup>1</sup> Die Hochschule wird nach betriebswirtschaftlichen Verfahrensweisen geführt. Sie verfügt über die dafür erforderlichen Instrumente, neben der Finanzbuchhaltung und den dazu gehörenden Nebenbüchern insbesondere über eine Betriebsbuchhaltung.

<sup>2</sup> Die Hochschule arbeitet mit einem Globalbudget, welches sich am Leistungsauftrag orientiert.

<sup>3</sup> Die Direktion erstellt für den Verwaltungsrat zu Handen des Konkordatsrats einen jährlichen Voranschlag und einen rollenden Entwicklungs- und Finanzplan.

<sup>4</sup> Die Hochschule trägt dem laufenden Wertverzehr der Gegenstände des Anlagevermögens durch angemessene Abschreibungen Rechnung.

<sup>5</sup> Un centième du chiffre d'affaires annuel est attribué aux réserves jusqu'à ce qu'elles atteignent 10 % d'un chiffre d'affaires annuel. Le Conseil de concordat peut décider la constitution de réserves supplémentaires.

<sup>6</sup> Le Conseil d'administration peut mettre en réserve des boni provenant de la formation continue, de la recherche et des services, afin de financer des activités déficitaires ou de nouvelles activités de ces secteurs.

#### **Art. 5** Engagement particulier du canton siège

<sup>1</sup> L'engagement particulier du canton de Berne, siège de la Haute école, est constitué par:

- a) un montant de base de 2,5 millions de francs en contribution aux frais de construction et d'installation;
- b) la mise à disposition gratuite d'une parcelle de terrain d'une superficie de 400 ares, au lieu dit « Meielen », commune de Zollikofen, pour y construire la Haute école et ses dépendances. Ladite parcelle, qui reste propriété du canton de Berne, est grevée d'un droit de superficie de 99 ans en faveur de la Haute école;
- c) la mise à disposition gratuite, pour 99 ans, d'une parcelle de terrain de 83 ares, au lieu dit « Pistolenacker », commune de Zollikofen, comme place d'exercice pour la Haute école;
- d) l'obligation de mettre gratuitement à la disposition de la Haute école, durant 99 ans, une superficie de terrain agricole de 400 ares au plus sur le domaine de l'Inforama Rütli, commune de Zollikofen, pour y installer des essais culturels dans le cadre de l'assolement normal. Une fois les essais mis en valeur, les récoltes appartiennent au domaine de l'Inforama Rütli;
- e) l'obligation de mettre à la disposition de la Haute école, contre rétribution, le bétail, les machines, laboratoires et autres locaux du Centre laitier et alimentaire Rütli et de l'Inforama Rütli, pour autant que leur enseignement ne soit pas gêné, et d'entente avec les directions desdites écoles;
- f) l'exemption de la Haute école des impôts cantonaux et communaux.

<sup>2</sup> En contrepartie, le domaine de l'Inforama Rütli dispose gratuitement, selon entente avec la Direction de la Haute école, des récoltes provenant des parcelles mentionnées sous les lettres b et c ou des surfaces non utilisées par la Haute école.

<sup>5</sup> Ein Hundertstel eines Jahresumsatzes wird den Reserven zugewiesen, bis diese ein Zehntel eines Jahresumsatzes betragen. Der Konkordatsrat kann die Bildung weiterer Reserven bewilligen.

<sup>6</sup> Der Verwaltungsrat kann Mehrerträge aus Weiterbildungsangeboten, den Forschungsprojekten und den Dienstleistungen für Dritte zur Deckung von entsprechenden Verlusten und zur Entwicklung neuer Tätigkeiten zurückstellen.

#### **Art. 5** Sonderleistungen des Sitzkantons

<sup>1</sup> Die Sonderleistungen des Kantons Bern als Sitzkanton der Hochschule bestehen aus:

- a) einem Grundbeitrag von 2,5 Millionen Franken, der an die Bau- und Einrichtungskosten geleistet wurde;
- b) der Überlassung einer Landparzelle von 400 a in der «Meielen», Gemeinde Zollikofen, die unentgeltlich für die Einrichtung der Hochschule und ihrer Nebengebäude zur Verfügung steht. Die betreffende Parzelle, die Eigentum des Kantons Bern ist, ist während 99 Jahren mit einem Baurecht zugunsten der Hochschule belastet;
- c) der Überlassung einer Landparzelle von 83 a im «Pistolenacker», Gemeinde Zollikofen, die der Hochschule als Übungsgelände auf 99 Jahre zur Verfügung steht;
- d) der Verpflichtung, der Hochschule während 99 Jahren auf dem Gutsbetrieb des Inforama Rütli, Gemeinde Zollikofen, bis zu 400 a landwirtschaftliche Nutzfläche zur Verfügung zu halten, um darauf im Rahmen der normalen Fruchtfolge pflanzenbauliche Versuche durchzuführen. Nach Feststellung der Versuchsergebnisse gehört die Ernte dem Gutsbetrieb des Inforama Rütli;
- e) der Verpflichtung, der Hochschule gegen Entschädigung das Vieh, die Maschinen sowie Laboratorien und weitere Lokalitäten des Milch- und Lebensmittelzentrums Rütli und des Inforama Rütli zur Verfügung zu stellen, soweit dadurch der Unterrichtsablauf der Schulen nicht gestört wird. Die Benützung erfolgt im gegenseitigen Einvernehmen der Direktionen;
- f) der Befreiung der Hochschule von allen Kantons- und Gemeindesteuern.

<sup>2</sup> Dagegen verfügt der Gutsbetrieb des Inforama Rütli unentgeltlich (nach Vereinbarung mit der Direktion der Institution) über die Ernte der unter den Buchstaben b und c bezeichneten Parzellen oder über die Fläche, die von der Hochschule nicht benutzt wurde.

#### **Art. 6** Investissements en bâtiments et couverture financière

Les frais nets d'éventuels investissements en bâtiments sont imputés aux cantons et à la Principauté du Liechtenstein sur la base du nombre moyen d'étudiants pendant les dix années précédant la décision d'investissement.

#### **Art. 7** Frais d'exploitation et couverture financière

<sup>1</sup> Les cantons concordataires et la Principauté du Liechtenstein couvrent les frais d'exploitation, y compris les frais immobiliers et les frais courants d'investissement, au moyen d'un montant forfaitaire de prestations fixé à l'avance.

<sup>2</sup> Le montant forfaitaire de prestations comprend un supplément de couverture des risques, de manière que puisse être constitué un capital propre servant à la compensation des déficits.

<sup>3</sup> Le montant forfaitaire de prestations est fixé par le Conseil de concordat au moment où celui-ci statue sur le budget. Il tient compte du plan de développement et de financement de la Haute école ainsi que du renchérissement.

<sup>4</sup> Le montant forfaitaire de prestations est imputé aux cantons et à la Principauté du Liechtenstein une fois par année selon le nombre d'étudiants (exprimé en jours de cours durant plus de six jours). Est déterminant le canton de domicile des étudiants tel qu'il est réglé dans l'article 5 de l'Accord international sur les HES du 4 juin 1998. Le montant forfaitaire peut être recouvré par des paiements partiels.

#### **Art. 8** Cas particuliers

<sup>1</sup> Si un canton ou la Principauté du Liechtenstein se retirent du concordat, les étudiants qui y sont domiciliés paient, en plus des écolages et des émoluments usuels, le montant forfaitaire de prestations.

<sup>2</sup> Si un canton ou la Principauté du Liechtenstein ne sont pas affiliés au concordat, ils sont invités à prendre à leur charge le montant forfaitaire de prestations dont les étudiants domiciliés sur leur territoire doivent s'acquitter, conformément à l'alinéa 1.

#### **Art. 9** Organes

<sup>1</sup> Les organes du concordat sont:

- a) le Conseil de concordat;
- b) le Conseil d'administration;

#### **Art. 6** Gebäudeinvestitionen und ihre Deckung

Die Nettokosten allfälliger Gebäudeinvestitionen werden den Kantonen und dem Fürstentum Liechtenstein nach Massgabe der durchschnittlichen Anzahl der Studierenden in den letzten 10 Jahren vor dem Investitionsbeschluss belastet.

#### **Art. 7** Betriebskosten und ihre Deckung

<sup>1</sup> Die Konkordatskantone und das Fürstentum Liechtenstein tragen die Betriebskosten sowie die darin eingeschlossenen Raumkosten und betrieblichen Investitionskosten mittels einer im Voraus festgelegten Leistungspauschale.

<sup>2</sup> In die Leistungspauschale wird ein Risikozuschlag einberechnet, damit Eigenkapital gebildet werden kann, das dem Ausgleich von Fehlbeträgen dient.

<sup>3</sup> Die Leistungspauschale wird durch den Konkordatsrat zusammen mit dem Budgetbeschluss festgelegt. Sie berücksichtigt den Entwicklungs- und Finanzplan der Hochschule sowie die Teuerung.

<sup>4</sup> Die Leistungspauschale wird den Konkordatskantonen und dem Fürstentum Liechtenstein jährlich nach Massgabe der Anzahl Studierender (ausgedrückt in Studientagen der Kurse, welche eine Dauer von mehr als sechs Tagen aufweisen) in Rechnung gestellt. Massgebend ist der Wohnsitzkanton der Studierenden gemäss Artikel 5 der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung vom 4. Juni 1998. Es können Teilzahlungen eingefordert werden.

#### **Art. 8** Besondere Fälle

<sup>1</sup> Tritt ein Kanton oder das Fürstentum Liechtenstein aus dem Konkordat aus, so bezahlen Studierende mit Wohnsitz im austretenden Kanton bzw. im Fürstentum Liechtenstein nebst dem Schulgeld und den üblichen Gebühren die Leistungspauschale.

<sup>2</sup> Die dem Konkordat nicht angeschlossenen Kantone bzw. das Fürstentum Liechtenstein werden eingeladen, die den Studierenden gemäss Absatz 1 auferlegte Leistungspauschale zu übernehmen.

#### **Art. 9** Organe

<sup>1</sup> Die Organe des Konkordats sind:

- a) der Konkordatsrat;
- b) der Verwaltungsrat;

c) la Commission de gestion.

<sup>2</sup> Les nominations des membres sont faites pour quatre ans. Les membres sont rééligibles, pour autant qu'ils n'aient pas atteint l'âge de 68 ans au moment de la nomination.

#### **Art. 10** Le Conseil de concordat

<sup>1</sup> Le Conseil de concordat se compose comme il suit:

- |   |                    |
|---|--------------------|
| a) cantons concordataires et Principauté du Liechtenstein                                   | chacun<br>1 membre |
| b) Confédération  | 2 membres          |
| c) EPF de Zurich, Département d'agronomie et de technologie alimentaire                     | 1 membre           |
| d) Association suisse des ingénieurs agronomes et des ingénieurs en technologie alimentaire | 2 membres          |
| e) Association suisse des agro-ingénieurs ETS   | 2 membres          |

Un suppléant est désigné pour chaque membre. Les membres et leurs suppléants sont nommés par les instances et organismes qui les délèguent.

<sup>2</sup> Les tâches du Conseil de concordat sont les suivantes:

- nommer le président ou la présidente, le vice-président ou la vice-présidente et le ou la secrétaire du Conseil de concordat;
- nommer les membres du Conseil d'administration;
- nommer tous les deux ans un membre de la Commission de gestion et un suppléant ou une suppléante représentant les cantons et la Principauté du Liechtenstein;
- approuver le mandat de prestations, le budget global et le plan financier de la Haute école;
- déterminer le montant forfaitaire de prestations;
- statuer sur les investissements extra-budgétaires dépassant 100 000 francs;
- approuver le rapport d'activité de la Haute école et les comptes;
- édicter un règlement concernant l'engagement de personnel et les rémunérations;
- décider l'introduction et l'abandon de filières d'études;

c) die Geschäftsprüfungskommission.

<sup>2</sup> Die Wahl der Mitglieder erfolgt auf vier Jahre. Eine Wiederwahl ist zulässig, ausgenommen wenn ein Vertreter bzw. eine Vertreterin das 68. Altersjahr im Zeitpunkt der Wahl überschritten hat.

#### **Art. 10** Der Konkordatsrat

<sup>1</sup> Der Konkordatsrat setzt sich wie folgt zusammen:

- |   |               |
|---|---------------|
| a) angeschlossene Kantone und Fürstentum Liechtenstein                            | je 1 Mitglied |
| b) Eidgenossenschaft  | 2 Mitglieder  |
| c) ETH Zürich, Departement Agrar- und Lebensmittelwissenschaften                  | 1 Mitglied    |
| d) Schweizerischer Verband der Ingenieur-Agronomen und der Lebensmittelingenieure | 2 Mitglieder  |
| e) Schweizerischer Verband der Agro-Ingenieure HTL                                | 2 Mitglieder  |

Für jedes Mitglied ist ein Stellvertreter bzw. eine Stellvertreterin zu bezeichnen. Die Mitglieder und ihre Stellvertreter bzw. Stellvertreterinnen werden durch die Instanzen bestimmt, welche sie delegieren.

<sup>2</sup> Die Aufgaben des Konkordatsrats sind:

- Ernennung des Präsidenten bzw. der Präsidentin, des Vizepräsidenten bzw. der Vizepräsidentin und des Sekretärs bzw. der Sekretärin des Konkordatsrats;
- Ernennung der Mitglieder des Verwaltungsrats;
- Alle zwei Jahre Ernennung eines Mitglieds der Geschäftsprüfungskommission und eines Stellvertreters bzw. einer Stellvertreterin, welche die Kantone und das Fürstentum Liechtenstein vertreten;
- Genehmigung des Leistungsauftrags, des Globalbudgets und des Entwicklungs- und Finanzplans der Hochschule;
- Festlegung der Leistungspauschale;
- Beschlussfassung über nicht budgetierte Investitionen von über 100 000 Franken;
- Genehmigung des Tätigkeitsberichts und der Rechnung der Hochschule;
- Erlass der Anstellungs- und Besoldungsordnung;
- Entscheidungen über die Einführung und Abschaffung von Studiengängen;

– délibérer sur tout autre objet inscrit valablement à l'ordre du jour.

<sup>3</sup> Le Conseil de concordat se réunit en session ordinaire une fois l'an et en session extraordinaire à la demande du quart de ses membres, ou à la requête du Conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

<sup>4</sup> Les convocations sont envoyées au moins trois semaines à l'avance. Le Conseil de concordat ne peut prendre de décision que sur des objets portés à l'ordre du jour lors de la convocation.

#### **Art. 11** Le Conseil d'administration

<sup>1</sup> Le Conseil d'administration se compose comme il suit:

- |  |           |
|--|-----------|
| a) Confédération   | 1 membre  |
| b) Canton siège  | 1 membre  |
| c) Autres cantons et Principauté du Liechtenstein<br>(un membre doit provenir d'un canton latin) | 2 membres |
| d) Représentation de l'économie  | 2 membres |
| e) Association suisse des agro-ingénieurs ETS  | 1 membre  |

Les membres du Conseil d'administration peuvent être choisis en dehors du Conseil de concordat. Le Conseil d'administration se constitue lui-même.

<sup>2</sup> Les tâches du Conseil d'administration sont les suivantes:

- nommer le directeur ou la directrice, les vice-directeurs ou vice-directrices et les professeurs;
- fixer les salaires dans le cadre des règlements en vigueur;
- représenter la Haute école face à des tiers;
- statuer sur la gestion financière selon l'article 4 al. 3 et 6;
- statuer sur les investissements extra-budgétaires jusqu'à 100 000 francs;
- fixer le montant des paiements partiels ainsi que les dates auxquelles ils doivent être effectués, conformément aux articles 7 al. 4 et 13;
- effectuer le controlling;
- organiser et surveiller l'assurance de qualité;

– Behandlung der übrigen Geschäfte, die Gegenstand einer ordnungsgemässen Traktandenliste bilden.

<sup>3</sup> Der Konkordatsrat vereinigt sich einmal im Jahr zu einer ordentlichen Sitzung und auf Verlangen von einem Viertel seiner Mitglieder oder auf Gesuch des Verwaltungsrats hin zu ausserordentlichen Sitzungen. Beschlüsse werden nach einfachem Mehr der anwesenden Mitglieder gefasst.

<sup>4</sup> Die Einladungen sind mindestens drei Wochen vor einer Sitzung zu verschicken. Der Konkordatsrat kann nur Beschlüsse fassen, soweit es sich um Geschäfte handelt, die auf der Tagesordnung der Einladung stehen.

#### **Art. 11** Der Verwaltungsrat

<sup>1</sup> Der Verwaltungsrat setzt sich wie folgt zusammen:

- |  |              |
|--|--------------|
| a) Eidgenossenschaft   | 1 Mitglied   |
| b) Sitzkanton  | 1 Mitglied   |
| c) Andere Kantone und Fürstentum Liechtenstein<br>wovon ein Mitglied aus einem Westschweizer<br>Kanton oder dem Tessin | 2 Mitglieder |
| d) Vertretung der Wirtschaft   | 2 Mitglieder |
| e) Schweizerischer Verband der Agro-Ingenieure HTL   | 1 Mitglied   |

Die Mitglieder des Verwaltungsrats brauchen dem Konkordatsrat nicht anzugehören. Der Verwaltungsrat konstituiert sich selbst.

<sup>2</sup> Die Aufgaben des Verwaltungsrats sind:

- Ernennung des Direktors bzw. der Direktorin, der Vizedirektoren und Vizedirektorinnen und der Professoren und Professorinnen;
- Festlegung der Besoldungen im Rahmen der Reglemente;
- Vertretung der Hochschule gegen aussen;
- Entscheidungen über die finanzielle Führung gemäss Artikel 4 Abs. 3 und 6;
- Entscheide über nicht budgetierte Investitionen bis zu 100 000 Franken;
- Festlegung des Umfangs und Zeitpunkts der Teilzahlungen gemäss Artikel 7 Abs. 4 und Artikel 13;
- Controlling;
- Organisation und Überwachung der Qualitätssicherung;

- préparer les séances du Conseil de concordat;
- édicter les règlements internes;
- approuver les plans d'études;
- s'acquitter des autres tâches fixées par le concordat et les règlements internes.

**Art. 12** La Commission de gestion

<sup>1</sup> La Commission de gestion est composé comme il suit:

- |   |                              |
|---|------------------------------|
| – Confédération                           | 1 membre                     |
| – Cantons et Principauté du Liechtenstein | 2 membres et<br>2 suppléants |

<sup>2</sup> Tous les deux ans, le plus ancien des membres représentant les cantons et la Principauté du Liechtenstein se retire et laisse sa place au suppléant le plus ancien. La représentation simultanée d'un canton ou de la Principauté du Liechtenstein dans le Conseil d'administration et dans la Commission de gestion est exclue.

<sup>3</sup> Les tâches de la Commission sont les suivantes:

- vérifier les comptes; le Conseil d'administration peut conférer cette tâche entièrement ou partiellement à une institution externe;
- examiner la gestion de sa propre initiative ou à la demande du Conseil de concordat ou du Conseil d'administration;
- faire rapport au Conseil de concordat.

**Art. 13** Centrale intercantonale des moyens d'enseignement agricole

<sup>1</sup> Le concordat met gratuitement à la disposition de la Centrale des moyens d'enseignement agricole les locaux nécessaires dans les bâtiments de la Haute école. La Centrale est gérée par l'Association suisse des ingénieurs agronomes et des ingénieurs en technologie alimentaire.

<sup>2</sup> Les frais immobiliers occasionnés par la Centrale des moyens d'enseignement sont comptabilisés et imputés aux cantons séparément et selon la même clé de répartition que celle qui est appliquée pour le montant forfaitaire de prestations.

- Vorbereitung der Sitzungen des Konkordatsrats;
- Erlass der internen Reglemente;
- Genehmigung der Studienpläne;
- Erledigung weiterer Aufgaben gemäss Konkordatstext und den internen Reglementen.

**Art. 12** Die Geschäftsprüfungskommission

<sup>1</sup> Die Geschäftsprüfungskommission setzt sich wie folgt zusammen:

- |  |                                      |
|--|--------------------------------------|
| – Eidgenossenschaft                    | 1 Mitglied                           |
| – Kantone und Fürstentum Liechtenstein | 2 Mitglieder und<br>2 Stellvertreter |

<sup>2</sup> Jedes zweite Jahr hat sich das am längsten im Amt stehende Mitglied aus einem Kanton bzw. dem Fürstentum Liechtenstein zurückzuziehen, und die amtsälteste stellvertretende Person übernimmt die Nachfolge. Die gleichzeitige Vertretung eines Kantons oder des Fürstentums Liechtenstein im Verwaltungsrat und in der Geschäftsprüfungskommission ist ausgeschlossen.

<sup>3</sup> Die Kommission hat folgende Aufgaben:

- Prüfung der Rechnung. Der Verwaltungsrat kann diese Aufgabe ganz oder teilweise einer externen Institution übertragen;
- Prüfung der Geschäftsführung nach Ermessen oder auf Antrag des Konkordatsrats oder des Verwaltungsrats;
- Berichterstattung an den Konkordatsrat.

**Art. 13** Interkantonale Lehrmittelzentrale für den landwirtschaftlichen Unterricht

<sup>1</sup> Das Konkordat stellt der Lehrmittelzentrale in den Gebäuden der Hochschule die notwendigen Räumlichkeiten kostenlos zur Verfügung. Sie wird durch den Schweizerischen Verband der Ingenieur-Agronomen und der Lebensmittelingenieure betrieben.

<sup>2</sup> Die von der Lehrmittelzentrale verursachten Gebäudekosten werden getrennt abgerechnet und den Kantonen im Verhältnis der ihnen belasteten Leistungspauschalen in Rechnung gestellt.



#### Art. 14 Adhésion et résiliation

<sup>1</sup> Les cantons affiliés au concordat et la Principauté du Liechtenstein ont le droit de résilier leur affiliation pour la fin d'une année scolaire, en respectant un délai de résiliation de trois ans. Le capital versé n'est pas restitué.

<sup>2</sup> Les demandes d'admission et de résiliation doivent être adressées au Conseil de concordat.

#### Art. 15 Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Des modifications du concordat entrent en vigueur dès que tous les membres les ont approuvées et ont communiqué leur décision au Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Le concordat engage à présent tous les cantons et la Principauté du Liechtenstein, soit:

<b>pour</b>	<b>depuis le</b>
Zurich	24.09.1964
Berne	24.09.1964
Lucerne	24.09.1964
Uri	12.11.1966
Schwytz	24.09.1964
Obwald	24.09.1964
Nidwald	11.01.1973
Glaris	22.11.1967
Zoug	24.09.1964
Fribourg	24.09.1964
Soleure	24.09.1964
Bâle-Ville	24.09.1964
Bâle-Campagne	24.09.1964
Schaffhouse	17.12.1965
Appenzell Rhodes-Extérieures	02.12.1971
Appenzell Rhodes-Intérieures	13.02.1981
Saint-Gall	24.09.1964
Grisons	24.09.1964
Argovie	24.09.1964
Thurgovie	02.07.1965
Tessin	02.07.1965
Vaud	24.09.1964
Valais	02.07.1965
Neuchâtel	24.09.1964
Genève	02.07.1965

#### Art. 14 Beitritt und Kündigung

<sup>1</sup> Die dem Konkordat angeschlossenen Kantone und das Fürstentum Liechtenstein haben das Recht, ihre Mitgliedschaft unter Beachtung einer dreijährigen Frist auf das Ende eines Schuljahres zu kündigen. Das einbezahlte Kapital wird nicht zurückerstattet.

<sup>2</sup> Aufnahmegesuche und Kündigungen sind an den Konkordatsrat zu richten.

#### Art. 15 Inkraftsetzung

<sup>1</sup> Änderungen des Konkordats treten in Kraft, sobald sämtliche Mitglieder der Änderung zugestimmt und ihren Beschluss dem Bundesrat mitgeteilt haben.

<sup>2</sup> Das Konkordat ist heute für alle Kantone und das Fürstentum Liechtenstein verbindlich, nämlich:

<b>für</b>	<b>seit</b>
Zürich	24.09.1964
Bern	24.09.1964
Luzern	24.09.1964
Uri	12.11.1966
Schwyz	24.09.1964
Obwalden	24.09.1964
Nidwalden	11.01.1973
Glarus	22.11.1967
Zug	24.09.1964
Freiburg	24.09.1964
Solothurn	24.09.1964
Basel-Stadt	24.09.1964
Basel-Landschaft	24.09.1964
Schaffhausen	17.12.1965
Appenzell AR	02.12.1971
Appenzell IR	13.02.1981
St. Gallen	24.09.1964
Graubünden	24.09.1964
Aargau	24.09.1964
Thurgau	02.07.1965
Tessin	02.07.1965
Waadt	24.09.1964
Wallis	02.07.1965
Neuenburg	24.09.1964
Genf	02.07.1965

**pour**  
Jura  
Principauté du Liechtenstein

**depuis le**  
01.01.1980  
28.04.1986

**für**  
Jura  
Fürstentum Liechtenstein

**seit**  
01.01.1980  
28.04.1986

*Ont adhéré à la version révisée du concordat du 4 octobre 1990:*

<b>Canton</b>	<b>Date d'adhésion</b>	<b>Canton</b>	<b>Date d'adhésion</b>
ZH	26.06.1991	AR	28.10.1991
BE	06.03.1991	AI	23.10.1990
LU	22.10.1991	SG	08.05.1991
UR	13.02.1991	GR	29.05.1991
SZ	25.06.1991	AG	18.06.1991
OW	09.07.1991	TG	23.10.1991
NW	17.04.1991	TI	29.04.1992
GL	17.06.1991	VD	07.06.1991
ZG	29.08.1991	VS	20.03.1991
FR	21.02.1991	NE	04.02.1991
SO	07.04.1992	GE	15.10.1991
BS	08.01.1992	JU	17.06.1992
BL	22.04.1991		
SH	12.08.1991	FL	15.01.1991

*Ont adhéré à la version du 22 juin 2001:*

<b>Canton</b>	<b>Date d'adhésion</b>	<b>Canton</b>	<b>Date d'adhésion</b>
---------------	------------------------	---------------	------------------------

*Der Änderung vom 4. Oktober 1990 sind beigetreten:*

<b>Kanton</b>	<b>Datum des Beitritts</b>	<b>Kanton</b>	<b>Datum des Beitritts</b>
ZH	26.06.1991	AR	28.10.1991
BE	06.03.1991	AI	23.10.1990
LU	22.10.1991	SG	08.05.1991
UR	13.02.1991	GR	29.05.1991
SZ	25.06.1991	AG	18.06.1991
OW	09.07.1991	TG	23.10.1991
NW	17.04.1991	TI	29.04.1992
GL	17.06.1991	VD	07.06.1991
ZG	29.08.1991	VS	20.03.1991
FR	21.02.1991	NE	04.02.1991
SO	07.04.1992	GE	15.10.1991
BS	08.01.1992	JU	17.06.1992
BL	22.04.1991		
SH	12.08.1991	FL	15.01.1991

*Der Änderung vom 22. Juni 2001 sind beigetreten:*

<b>Kanton</b>	<b>Datum des Beitritts</b>	<b>Kanton</b>	<b>Datum des Beitritts</b>
---------------	----------------------------	---------------	----------------------------